

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 10 JUILLET 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	1	5
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/306		
CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA COMMUNE DE LA GARDE RELATIVE A LA REALISATION DU PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

REPRESENTE :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/306

BUREAU DU 10 JUILLET 2023

**O B J E T : CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE
D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE ET LA COMMUNE DE LA
GARDE RELATIVE A LA REALISATION DU PROJET
URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA
GARDE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment ses L.2411-1 et L.2422-12,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.300-5-III,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT la volonté de la commune de La Garde de mener à bien sur les prochaines années un projet urbain majeur de requalification de son centre-ville ; projet qui s'intégrera, par ailleurs, pleinement dans le parti architectural du futur pôle multiculturel,

CONSIDERANT l'approbation par le conseil municipal du schéma directeur d'aménagement, de redynamisation et de requalification urbaine du projet urbain d'aménagement du centre-ville de La Garde, ainsi que du périmètre et programme d'actions prévisionnel,

CONSIDERANT que la réalisation du projet urbain de requalification du centre-ville de La Garde implique la mise en œuvre de compétences partagées entre :

- La Métropole, au titre des compétences relatives à l'organisation de la mobilité urbaine, « voiries » et « aménagement et entretien des espaces publics » ainsi qu'au titre de sa compétence en matière de localisation du stationnement sur voirie mais aussi création et gestion de parc de stationnement.
- La Commune, notamment au titre de ses compétences générales,

CONSIDERANT que la Commune et la Métropole se sont donc rapprochées afin de définir ensemble les modalités d'une maîtrise d'ouvrage unique sur les travaux et les actions induits par l'opération d'aménagement du centre-ville,

CONSIDERANT que le projet de convention annexé a pour objet de définir les modalités d'une maîtrise d'ouvrage unique exercée entre la Commune et la Métropole, dans le cadre de la réalisation des ouvrages publics approuvés issus du schéma directeur d'aménagement.

Conformément à l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique, il est ainsi convenu que la Commune assurera la maîtrise d'ouvrage unique de ces Ouvrages. En cette qualité de maître d'ouvrage unique, la Commune agira à la fois pour son propre compte et pour le compte de la Métropole selon que la compétence mise en œuvre est communale ou métropolitaine,

CONSIDERANT que la convention fixe ainsi les missions de la Commune en tant que maître d'ouvrage unique et l'autorise à concéder la réalisation des travaux par le biais d'une concession d'aménagement avec la SPL SAGEP,

CONSIDERANT que la convention a pour objet de définir également les modalités de suivi des travaux, de réception et de remise des ouvrages., et fixe les délais prévisionnels de réalisation qui s'intègre dans un planning prévisionnel annexé allant de la signature de cette dernière jusqu'en 2029,

CONSIDERANT que la convention détermine les modalités de financement des ouvrages ; le coût total des Ouvrages étant estimé à 21 979 013 € Hors taxes auquel s'ajoute les charges qui y sont liées. Les Parties conserveront la charge financière des Ouvrages qui leur sont destinés, de sorte que :

- La Métropole prendra en charge financièrement un montant estimatif de 16 496 298 € HT
- La Commune prendra en charge financièrement un montant de 8 882 343 € HT et apportera un terrain d'une valeur estimée à ce jour de 90 000 € (apport en nature).

Il est entendu que chaque partie assumera également la charge financière des coûts supplémentaires qui ne seraient pas connus au jour de la présente convention, selon la répartition définie par l'alinéa précédent.

La Métropole versera cette somme directement à l'aménageur désigné dans la concession d'aménagement qui sera conclue par la Commune, conformément aux dispositions de l'article L.300-5-III du Code de l'Urbanisme.

CONSIDERANT qu'une convention spécifique dite de participation financière viendra, le cas échéant, préciser les modalités du paiement de ces sommes au concessionnaire désigné dans la concession d'aménagement,

CONSIDERANT que la convention a également pour objet de définir les modalités de suivi des travaux, de réception et de remise des ouvrages,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage annexée.

ARTICLE 3

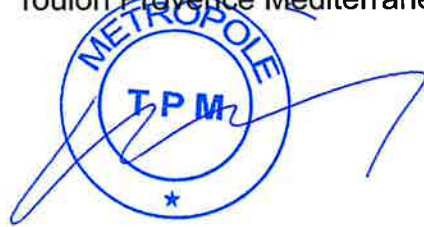
D'AUTORISER Monsieur le Président à signer ladite convention.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 10 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

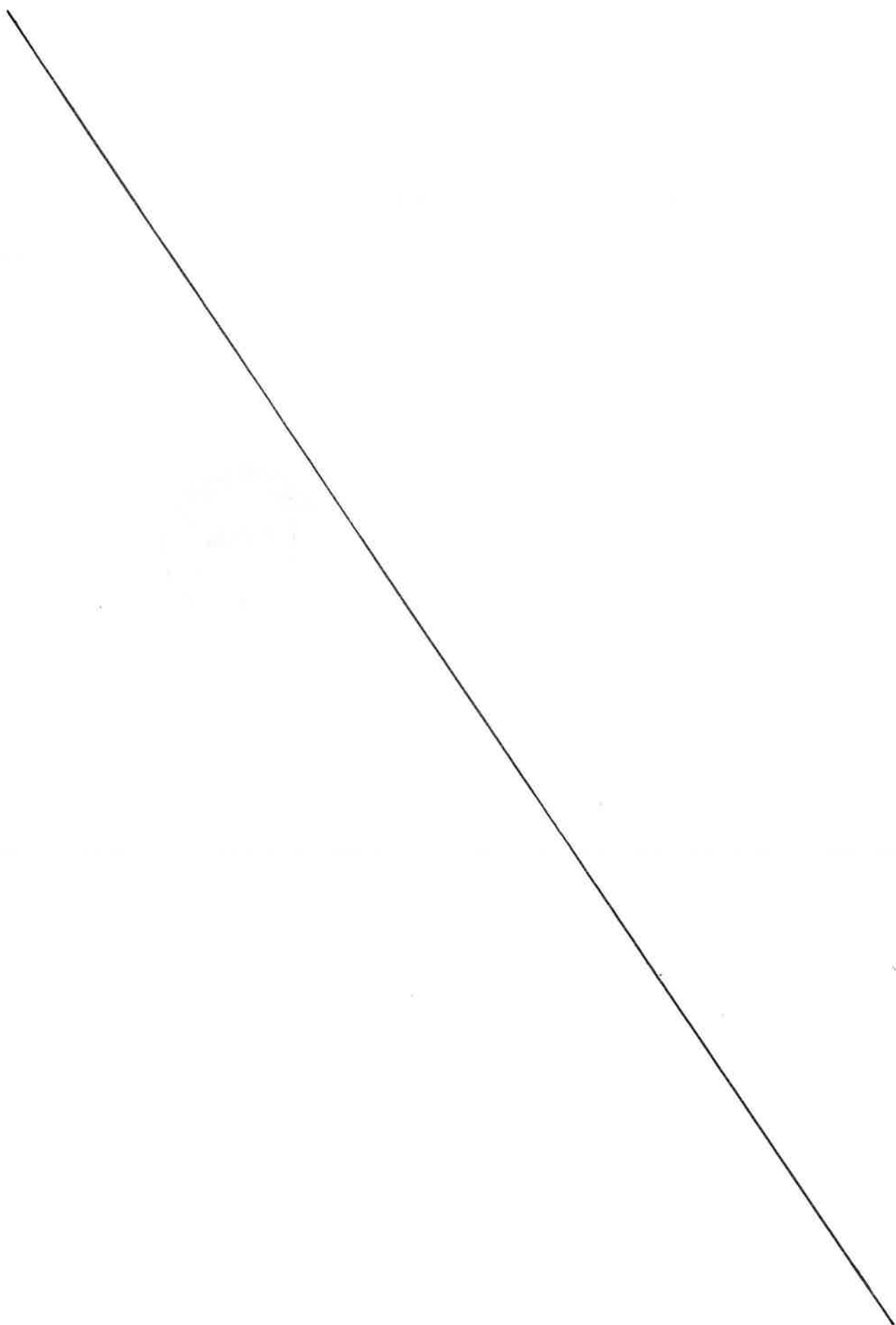
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	10
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Elus ne prenant pas part au vote :

Madame Hélène ARNAUD-BILL, Monsieur Jean-Louis MASSON.



CONVENTION DE TRANSFERT DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est situé au 107 Boulevard Henri FABRE, 83 000 TOULON, représentée par son président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une délibération du conseil métropolitain n° en date du,

Ci-après désignée « la Métropole »,

D'une part,

ET

La Commune de La Garde, dont le siège est situé rue Jean-Baptiste Lavène, 83130 LA GARDE, représentée par son Maire, Madame Hélène ARNAUD-BILL, dûment habilitée par une délibération du conseil municipal n°..... en date du.....,

Ci-après « la Commune » ou « la Ville »

D'autre part,

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIV :

1. DESCRIPTION DU PROJET

La Commune envisage de réaliser une opération d'aménagement globale en collaboration étroite avec la Métropole.

Le projet urbain vise la redynamisation du centre-ville de La Garde.

La Commune souhaite une vision plus globale et structurante de l'aménagement urbain du centre-ville, tout en conservant une harmonie avec le cœur de ville, en y intégrant le projet architectural du complexe culturel.

Géographiquement, le périmètre de l'opération est délimité :

- au nord, par la rue Vincent Raspail ainsi que la rue du vieux Four jusqu'au futur Pôle Culturel et les Arcades,
- au sud, par l'entrée de ville - Avenue Jean Jaurès (dont le cheminement piéton qui relie la crèche Les Gardinoux au quartier Romain Rolland par l'avenue Jacques Duclos et la rue Arnaud Beltrame),
- A l'Est jusqu'à l'Eglise
- en cheminant par la Place de la République, en passant par le rond-point Simone Veil pour rejoindre l'avenue Jean Jaurès et ses abords, le parking de la poste et le stade Accusano, la rue du Droit des Enfants.

Le projet de la Commune vise à concevoir et réaliser un projet adapté aux besoins locaux, favorisant la transition écologique et l'inclusion sociale, en valorisant son patrimoine architectural, paysager et urbain tout en redynamisant ce territoire.

Les Parties ont conclu une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la phase d'études préalables.

La phase d'études préalables du projet visait la création d'un schéma directeur d'aménagement, de redynamisation et de requalification urbaine, déclinant de manière spatio-temporelle plusieurs phases de réalisation.

Cette phase d'études préalables a permis d'identifier les différents volets du projet urbain :

- Un volet aménagement :

Enjeu : requalifier les espaces publics en fonction des pratiques et des usages de la population, des résidents et visiteurs.

- Un volet architectural et paysager :

Enjeu :

- ▶ Identifier, en complément des règles d'urbanisme, les formes urbaines de la commune et les paysages remarquables à mettre en valeur, dans l'objectif d'ancrer l'appartenance au territoire des futurs aménagements,
- ▶ Privilégier la valeur d'usage des espaces publics et choisir des références architecturales adaptées à chaque contexte (entrées de ville, promenades urbaines, places publiques, etc),
- ▶ Renforcer la végétalisation des espaces permettant de créer un cheminement piétonnier qualitatif (« trame verte ») au sein du périmètre d'étude et en lien avec ses abords.

- Un volet patrimonial :

Enjeu : réaliser une étude de valorisation nocturne des espaces réaménagés, notamment dans le périmètre des ABF dans le respect des riverains et de la biodiversité.

- Un volet commerces :

Enjeu : élaborer un plan d'actions de revitalisation et proposer des outils opérationnels pour dynamiser le cœur de ville (dynamiser la partie commerçante, améliorer l'environnement de l'activité commerçante, développer une image positive du commerce en centre-ville).

La Commune souhaite, désormais, poursuivre la réalisation du projet urbain de redynamisation globale du centre-ville, et réaliser les études complémentaires nécessaires et les travaux d'aménagement correspondant aux différentes actions identifiées dans la phase d'études préalables.

2. PARTAGE DES COMPETENCES ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES POUR LA REALISATION DE L'OPERATION

La réalisation du projet urbain de requalification du centre-ville de La Garde implique la mise en œuvre de compétences partagées entre :

1. La Métropole, au titre des compétences relatives à la voirie, aux espaces publics et aux parcs de stationnement ;
2. La Commune, au titre de ses compétences générales.

Dans ces conditions, la Commune et la Métropole se sont rapprochées afin de définir ensemble les modalités d'une maîtrise d'ouvrage unique sur les travaux et les actions induits par l'opération d'aménagement du centre-ville.

La présente convention vise à préciser le champ, les conséquences et les conditions de mise en œuvre de cette maîtrise d'ouvrage unique conformément aux dispositions de l'article L. 2422-12 du code de la commande publique.

Pour l'exécution de la présente convention, les termes ci-après reçoivent la qualification suivante :

- L'Opération : désigne l'opération d'aménagement du centre-ville, telle que définie dans le présent préambule, qui devrait être concédée à la société publique locale (ci-après SPL) SAGEP dans le cadre d'une concession d'aménagement,
- Les Ouvrages : les travaux et équipements publics, objets de la présente convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, constituant le programme public de l'Opération,
- Les Parties : désigne la Commune et la Métropole.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'une maîtrise d'ouvrage unique exercée entre la Commune et la Métropole, dans le cadre de la réalisation des ouvrages énumérés à l'article 2 ci-après, compris dans le programme de l'Opération.

Elle est conclue conformément aux dispositions de l'article L 2422-12 du code de la commande publique, au titre des études et travaux participant à une opération unique et caractérisés par une interdépendance procédant notamment des compétences exercées par la Métropole et la Commune, leurs liens fonctionnels et de la nécessité d'une forte coordination dans la gestion des interfaces de chantier.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES OUVRAGES ET PROGRAMME PREVISIONNEL

Les Ouvrages, objets de la présente convention, consistent en la réalisation des travaux suivants :

Ouvrages destinés à la Métropole :

- Construction d'un Parking gratuit en Silo Accusano (places de stationnement)
- Aménagement rue des enfants
- Aménagement autres rues et places
- Parcours liaison vers Romain Rolland
- Aménagement surface République
- Construction Parking Sous terrain République (sous réserves)

Ouvrages destinés à la Commune :

- Construction d'un Parking gratuit en Accusano (locaux réservés aux activités économiques)
- Aménagement Parc Urbain Accusano
- Démolition reconstruction PRE Accueil des familles - Ville
- Maîtrise locaux commerciaux stratégiques

Missions globales à la charge de la Commune et de la Métropole :

- Concertation
- OPCU
- AMO Développement Durable
- Coordination

Ces Ouvrages sont listés et précisément définis dans l'article 8 de la présente convention ainsi que dans les annexes 1 et 2 à la présente convention.

ARTICLE 3 – PERIMETRE DE LA MAITRISE D'OUVRAGE UNIQUE

Il est expressément convenu que le périmètre de la maîtrise d'ouvrage déléguée organisée par la présente convention exclut les travaux qui ne sont pas spécifiquement mentionnés par l'article 2 ci-avant et/ou par l'annexe 3.

Ces travaux exclus du périmètre de la convention relèvent de la responsabilité de chaque collectivité maître d'ouvrage.

Il en sera de même pour tous travaux complémentaires demandés par l'une des Parties qui ne seraient pas intégrés dans le périmètre de la présente convention par voie d'avenant.

ARTICLE 4 – DESIGNATION DU MAITRE D'OUVRAGE UNIQUE

Conformément à l'article L 2422-12 du code de la commande publique, les Parties conviennent que la Commune assurera la maîtrise d'ouvrage unique des Ouvrages mentionnés à l'article 2 ci-avant.

En cette qualité de maître d'ouvrage unique, la Commune agira à la fois pour son propre compte et pour le compte de la Métropole selon que la compétence mise en œuvre est communale ou métropolitaine.

Dans ce cadre, la Commune est habilitée par la présente à concéder la réalisation des études et des travaux par le biais d'une concession d'aménagement.

ARTICLE 5 – MISSION DU MAITRE D'OUVRAGE UNIQUE

Au regard du programme prévisionnel des travaux ci-avant défini, le maître d'ouvrage unique s'engage par la présente à :

- Faire réaliser toute étude complémentaire nécessaire à la réalisation des Ouvrages ;
- Conclure toutes conventions nécessaires à la réalisation des Ouvrages et, notamment, une concession d'aménagement ;
- Assurer le suivi des travaux, procéder aux opérations de réception et à la remise à la Métropole des ouvrages qui lui sont destinés, dans le respect des conditions prévues à la présente convention ;
- Plus généralement, prendre toutes mesures nécessaires à la bonne exécution de sa mission à l'exception des opérations de paiement qui seront directement réalisées par la Métropole à l'aménageur, désigné dans le cadre de la concession d'aménagement conclue par la Commune, pour les études et les travaux relevant du périmètre d ses compétences.

ARTICLE 6 – DELAIS ET MODALITES DE REALISATION DES TRAVAUX

6.1 Délais de réalisation

Les Ouvrages dont la Commune assurera la maîtrise d'Ouvrage unique seront réalisés suivant le calendrier prévisionnel défini à l'annexe 4 de la présente convention.

6.2 Modalités de réalisation des travaux

La Commune, maître d'ouvrage unique, en accord avec la Métropole, pourra confier la réalisation des Ouvrages à la SPL SAGEP dans le cadre d'une concession d'aménagement.

ARTICLE 7 – MODALITES DE SUIVI DES TRAVAUX, DE RECEPTION ET DE REMISE DES OUVRAGES

7.1 Suivi et réception des travaux

La Commune informera en temps utile le représentant de la Métropole de la date prévue pour chaque opération de visite portant sur les chantiers relatifs à la réalisation des Ouvrages, destinés à revenir à la Métropole et invitera ce dernier et/ou toutes les personnes de son choix à y participer.

La Commune informera en temps utile le représentant de la Métropole de la date prévue et des modalités d'organisation des opérations de réception, relatives aux Ouvrages destinés à revenir à la Métropole et invitera ce dernier et/ou toutes les personnes de son choix à y participer.

Le représentant de la Métropole pourra formuler au représentant de la Métropole qui s'oblige à les retranscrire au concessionnaire, toutes observations et/ou réserves sur les travaux en cours.

En cas de refus de la Métropole de participer aux opérations de visite ou de réception des Ouvrages, ces obligations seront considérées comme remplies sous réserve de pouvoir démontrer l'information préalable du représentant de la Métropole.

7.2 Coopération, remise à la Métropole des ouvrages qui lui sont destinés et transfert de responsabilité

La Commune s'engage à répercuter le programme des équipements prévus dans le cadre de la présente convention dans la concession d'aménagement et de ne pas le modifier sans l'accord écrit et préalable du représentant de la Métropole.

La Commune s'engage également à notifier au représentant de la Métropole par lettre recommandée avec accusé de réception et dans un délai maximum de 10 jours, toutes études, projets et avant-projets.

Les avant-projets, ainsi que les projets (s'ils ne sont pas conformes aux avant-projets), ne pourront être validés par la Commune qu'en l'absence d'observations formulée par le représentant de la Métropole dans un délai de vingt (20) jours courant à compter de leur réception.

Après réception des Ouvrages et signature du procès-verbal de remise entre l'aménageur et la Commune, dans les conditions prévues par la concession d'aménagement qui sera conclue par la Commune, la Commune procédera sans délai à la remise à la Métropole des Ouvrages qui lui sont destinés.

Cette remise devra être constatée par signature d'un procès-verbal entre les Parties qui sera suivi par la conclusion d'un acte authentique portant transfert de propriété des ouvrages réalisés.

Si les obligations prévues par le présent article ont été remplies et que la Métropole refuse de participer aux opérations de remise des Ouvrages, cette remise sera considérée comme effectuée à l'expiration d'un délai de vingt-cinq (25) jours suivant réception de la lettre recommandée avec accusé de réception l'invitant aux opérations de remise des ouvrages.

La responsabilité des Ouvrages destinés à revenir à la Métropole ne lui sera transférée par la Commune qu'après remise desdits Ouvrages dans les conditions prévues par le présent article.

ARTICLE 8 – MODALITES DE FINANCEMENT DES OUVRAGES

8.1 Coût total des Ouvrages

Le coût total des Ouvrages, estimé au jour de la présente convention, est 21 979 013 € HT.

Ce coût se répartit comme suit :

Ouvrages	MO initiale	MO en application de la présente convention	Coût en € HT
Parking sous-terrain République (sous réserve)	Métropole	Ville	5 283 041
Aménagement surface République	Métropole	Ville	2 622 393
Parking silo Accusano (partie stationnement)	Métropole	Ville	4 362 956
Aménagement autres rues et places	Métropole	Ville	3 310 547
Coût prévisionnel des ouvrages métropolitains			15 578 937
Parking Accusano (partie activités économiques)	Ville	Ville	700 000
Aménagement Parc urbain Accusano	Ville	Ville	4 528 184
Démolition/reconstruction PRE accueil familles	Ville	Ville	1 099 280
Locaux stratégiques cœur de ville	Ville	Ville	772 612
Coût prévisionnel des ouvrages communaux			6 400 076
COUT PREVISIONNEL TOTAL DES OUVRAGES			21 979 013
		Part TPM	70%
		Part Ville	30%

Le coût des Ouvrages sera pris en charge selon les modalités ci-avant définies.

8.2 Coût des charges liées au projet

La Métropole et la Commune se répartiront les charges liées aux opérations d'accompagnement et aux dépenses de coordination comme suit :

Opérations d'accompagnement :

Part Ville : 178 650 €

Part TPM : 11 130 € HT déterminée sur la base de 70% du coût estimé de la mission « concertation ».

Coordination :

Part Ville : 797 689 € HT

Part TPM : 906 231 € HT déterminée sur la base de 70% des postes « gestion des marchés », « suivi administratif », « OPCU » et « AMO développement durable ».

Acquisitions de locaux stratégique en vue de redynamiser le Cœur de Ville

Part Ville : 4 325 051€ HT

Nota : Les recettes de cessions sur le volet développement économique générées par l'opération sont déduite de la participation de la Ville à l'article 8.3.

8.3 Répartition financière des ouvrages entre les Parties

Les Parties conserveront la charge financière des Ouvrages qui leur sont destinés et des charges qui y sont liées, de sorte que :

- La Métropole prendra en charge financièrement un montant de 16 496 298 € HT :
- La Commune prendra en charge financièrement un montant de 8 882 343 € HT et apportera un terrain d'une valeur estimée à ce jour de 90 000€ (apport en nature).

Chaque partie assumera également la charge financière des coûts supplémentaires qui ne seraient pas connus au jour de la présente convention, selon la répartition définie par l'alinéa précédent, mais seraient dus aux cocontractants.

8.4 Flux financiers

La Métropole versera sa participation directement à l'aménageur désigné dans la concession d'aménagement qui sera conclue par la Commune, conformément aux dispositions de l'article L300-5-III du code de l'urbanisme.

Le cas échéant, une convention spécifique dite de participation financière viendra préciser les modalités du paiement de cette somme au concessionnaire désigné dans la concession d'aménagement qui sera conclue par la Commune, et notamment l'échéancier et le plan de trésorerie.

8.5 Autres concours financiers

Les Parties autorisent la Commune en sa qualité de maître d'ouvrage unique, à solliciter le cas échéant des concours financiers et toutes participations autre que celles prévues par la présente convention, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cas de besoin, la répartition des concours financiers ou participations financières non prévues par la présente convention fera l'objet d'un avenant.

8.6 Fonds de compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)

La Commune se chargera, en sa qualité de maître d'ouvrage unique, de réunir tous les éléments requis pour la mise en œuvre du FCTVA.

Les dossiers relatifs au FCTVA seront toutefois préparés et déposés par chaque Partie, après intégration de l'ouvrage concerné dans son patrimoine.

ARTICLE 9 – POUVOIRS DELEGUES AU MAITRE D'OUVRAGE UNIQUE

Les Parties conviennent que le maître d'ouvrage unique sera habilité à déposer toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des Ouvrages, notamment au titre du droit de l'urbanisme, du droit de l'environnement ou de toute autre réglementation applicable à la construction et à l'exploitation des Ouvrages objets de la présente convention.

Ces pouvoirs pourront également être délégués au concessionnaire désigné dans le cadre de la concession d'aménagement qui sera conclue entre ce dernier et la Commune.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le maître d'ouvrage unique est tenu à une obligation de moyens et ne devra aucune indemnité à la Métropole en cas d'abandon des procédures lancées pour la réalisation des Ouvrages, notamment si celles-ci sont déclarées sans suite ou infructueuses.

Le maître d'ouvrage unique s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires à la réalisation de ses missions et à répercuter cette obligation sur le concessionnaire chargé de réaliser les Ouvrages dans le cadre du contrat de concession d'aménagement qui sera conclue entre le concessionnaire et la Commune.

ARTICLE 11 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties ou à la date de la plus tardive de signature, par l'une ou l'autre des parties, dans le cas où les signatures ne seraient pas concomitantes.

Elle expirera à l'issue des opérations de réception et de remise à la Métropole de l'ensemble des Ouvrages visés à l'article 2 ci-avant.

ARTICLE 12 – MODALITES DE RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de désaccord entre les Parties, après que toutes les voies de concertation aient été recherchées, une résiliation pourra intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties.

La résiliation sera obligatoirement précédée d'une mise en demeure effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception, adressé trois (3) mois avant la date de prise d'effet de cette résiliation.

En cas de résiliation de la convention, le maître d'ouvrage unique devra transmettre à la Métropole un arrêt des comptes effectué à la date de prise d'effet de la résiliation.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie auteur de la résiliation de remplir ses obligations contractuelles jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations consenties dans le cadre de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception d'une mise en demeure restée en tout ou partie infructueuse.

ARTICLE 13 – RESOLUTION DES LITIGES

13.1 Litiges entre les Parties

En cas de différend entre les Parties relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, celles-ci s'engagent à rechercher une issue amiable par tous les moyens à leur disposition.

Dès son apparition, la partie la plus diligente porte ce différend à la connaissance de l'autre par courrier recommandé avec accusé de réception.

A défaut de solution amiable dans un délai de trente (30) jours suivant l'envoi du courrier visé à l'article précédent, la Partie la plus diligente pourra soumettre le différend à la juridiction compétente, à savoir le Tribunal administratif de TOULON.

13.2 Litiges envers les tiers

Dans le cas d'éventuels contentieux intentés par des tiers à la présente convention, les Parties conviennent qu'après information préalable, le maître d'ouvrage unique désignera le conseil juridique chargé de représenter les Parties.

Les frais résultants de ces contentieux seront répartis entre les Parties en application, en pourcentage, de la clé de répartition définie à l'article 8 ci-avant.

ARTICLE 14 – EXECUTION, INTERPRETATION ET EVOLUTION DU CONTRAT

Les Parties s'engagent à exécuter la présente convention de bonne foi, dans le respect du principe de loyauté contractuelle, en mettant en œuvre tous moyens à leur disposition pour en garantir la bonne exécution.

En cas d'annulation d'une ou de plusieurs clauses de la présente convention, si aucun disposition législative ou réglementaire d'ordre public ne s'y oppose et si la ou les clauses annulées ne font pas disparaître l'équilibre contractuel correspondant à la commune intention des Parties, cette annulation n'aura pas d'effet sur l'application des clauses contractuelles non concernées.

Toute évolution de la présente convention ne pourra intervenir que par voie d'avenant, conclu entre les Parties dans les mêmes conditions et selon la même procédure que la convention initiale.

ARTICLE 15 – ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante de la convention :

- Annexe 1 : programme global prévisionnel
- Annexe 2 : projet d'aménagement
- Annexe 3 : périmètre de l'opération
- Annexe 4 : planning de réalisation

Fait à Toulon, le

La Métropole Toulon Provence
Méditerranée,
représentée par son Président,

Jean-Pierre GIRAN

La Commune de La Garde
représentée par son Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

ANNEXE 2 : Programme global prévisionnel des équipements et constructions

PHASE 1
Phase 1 compétence Ville
Aménagement du Parc
Pré
Locaux commerciaux dans parking Silo
Phase 1 compétence TPM
Aménagement rue des enfants
Parcours vers Romain Rolland
Parking gratuit en silo
PHASE 2
Phase 2 compétence Ville
Aménagement Parc
Phase 2 compétence TPM
Aménagements rues et places
PHASE 3
Phase 3 compétence Ville
Phase 3 compétence TPM
Aménagement Place de la République
Parking souterrain (sous réserve)

AMO

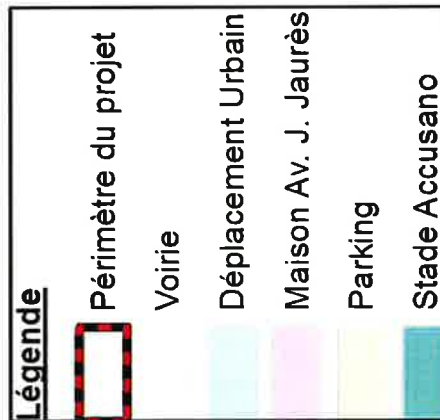
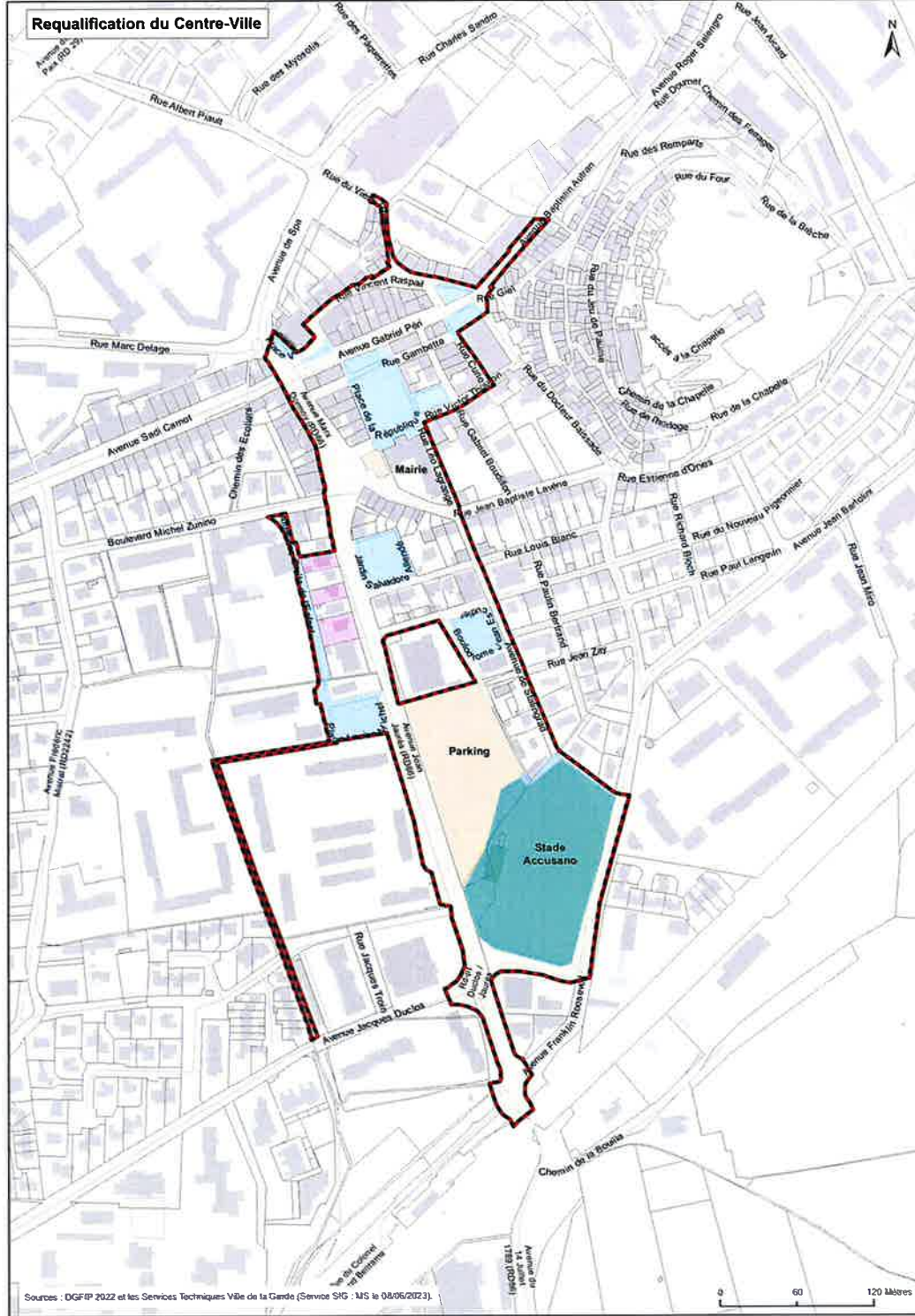
Requalification centre ville La Garde

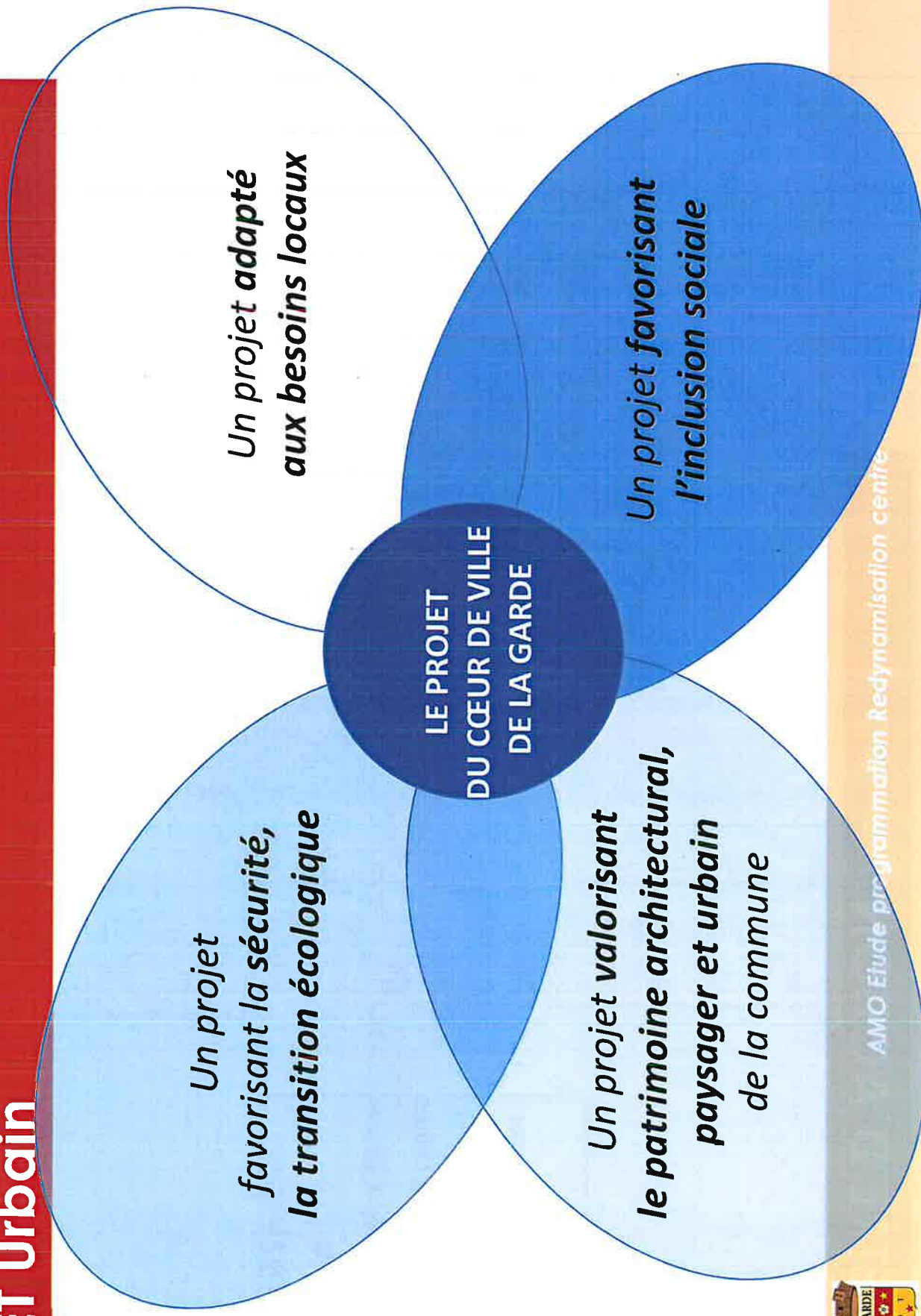
Projet d'aménagement &
Programme d'actions

Juin 2023



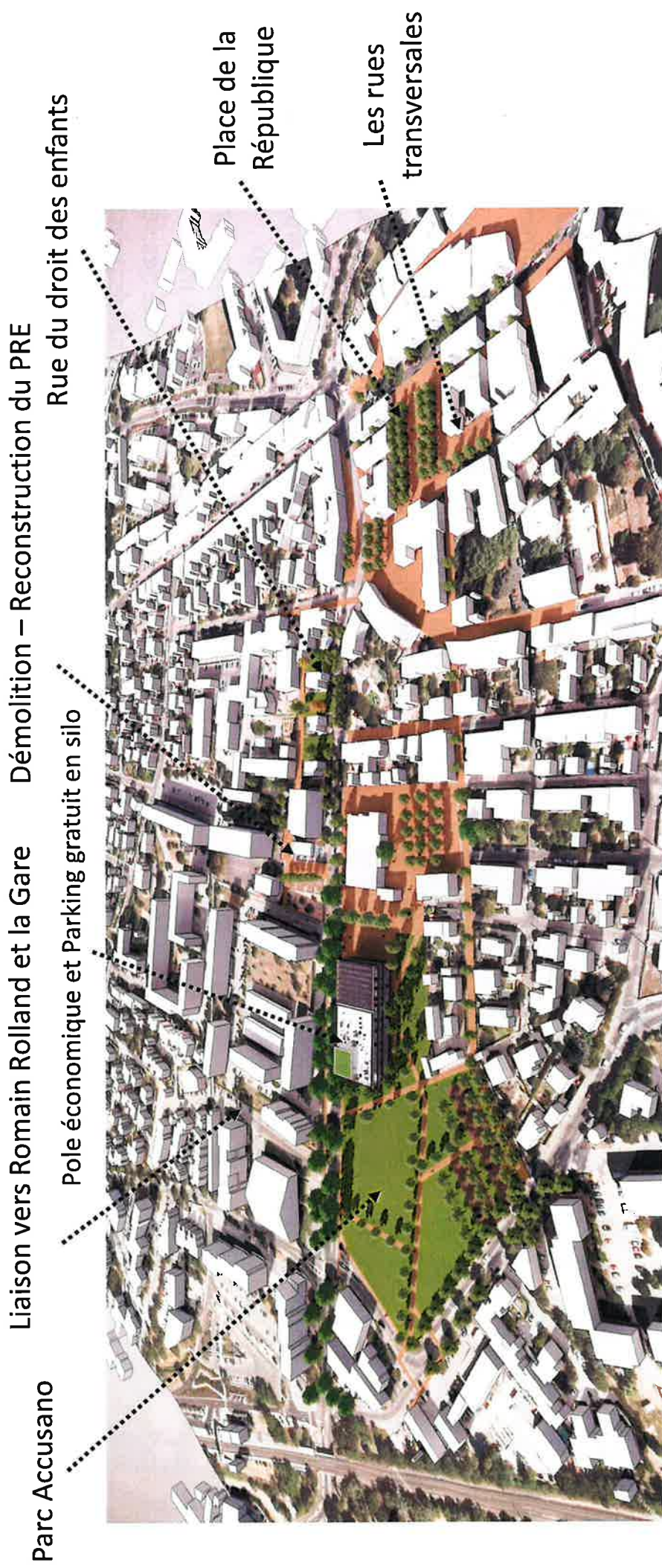
PERIMETRE D'ACTION





VOLET Urbain

STRATEGIE RETENUE - Une intervention globale ponctuée par des projets emblématiques





Images de références / Exemple



OBJECTIFS

Créer une harmonie, une unité du Cœur de ville

Renforcer le lien entre les espaces et équipements stratégiques du cœur de ville - Améliorer les circulations

Accompagner par des actions sur le tissu commercial et l'animation

PROGRAMME

Créer des liens entre tous les aménagements stratégiques réalisés (Place de la République, Pole Culturel, Maison Communale Gérard Philipe, Parc urbain) par un aménagement des espaces publics

Valorisation du Cœur de ville par des aménagements qualitatifs et conviviaux

Améliorer les circulations par modifications du plan de circulation, généralisation des modes doux, ...

Faciliter les stationnements à proximité des services et activités

Engager une politique de redynamisation commerciale

Renaturaliser le Cœur de ville,
amplifier la place de la nature en ville



INTERVENTIONS SUR LES RUES ET PLACES

(hors projets emblématiques):

- Rue Marius Tardivier
- Rue Ambroise Croizat
- Av Max Dormoy
- Avenues G. Péri - J. Jaurès - Stalingrad - B. Autran
- Rue Vincent Raspail
- Places V. Hugo et E. BLANC
- Parvis église
- Arcades, etc..

OBJECTIFS

Activer les liaisons piétonnes entre chaque polarité du cœur de ville

PROGRAMME

Requalification des espaces public, au profit du piéton et des mobilités actives
Ajustement du stationnement linéaire

UNE REQUALIFICATION GLOBALE DU CŒUR DE VILLE

Le schéma directeur adopté s'articule autour d'enjeux majeurs, que sont les aménagements des trois espaces emblématiques suivants : **la Place de La République, le secteur Accusano, et les places Eugène Blanc et Victor Hugo.**

Mais au-delà il permet la mise en œuvre d'un projet global créant une cohérence d'ensemble, une harmonisation des aménagements et des fonctions du centre-ville en renforçant les liaisons entre les espaces publics principaux, en reliant la Place de La République à l'entrée de ville avenue Jean Jaures jusqu'au Parc Nature et à La Gare mais aussi le futur pôle multiculturel, en intégrant la Place de L'Eglise, en intégrant également dans toutes les réflexions la dimension humaine et la question des usages, en favorisant la rencontre, la convivialité et le développement économique.

Dans la conception et la réalisation de chaque aménagement et action, une attention particulière doit être portée :

- Au respect des valeurs du développement durable en mettant la Nature au cœur des préoccupations,
- A la question de la circulation automobile, piétonne, cycliste, PMR, mais aussi des stationnements et de la sécurisation des axes majeurs notamment des avenues Gabriel Peri et Jean Jaures,
- A la mise en valeur et la préservation du patrimoine historique.

Le plan d'actions sur la circulation, le stationnement, les modes doux

3 axes d'intervention :

Apaiser les circulations sans encombrer les espaces périphériques

Retravailler l'offre en stationnement

Faciliter le développement économique

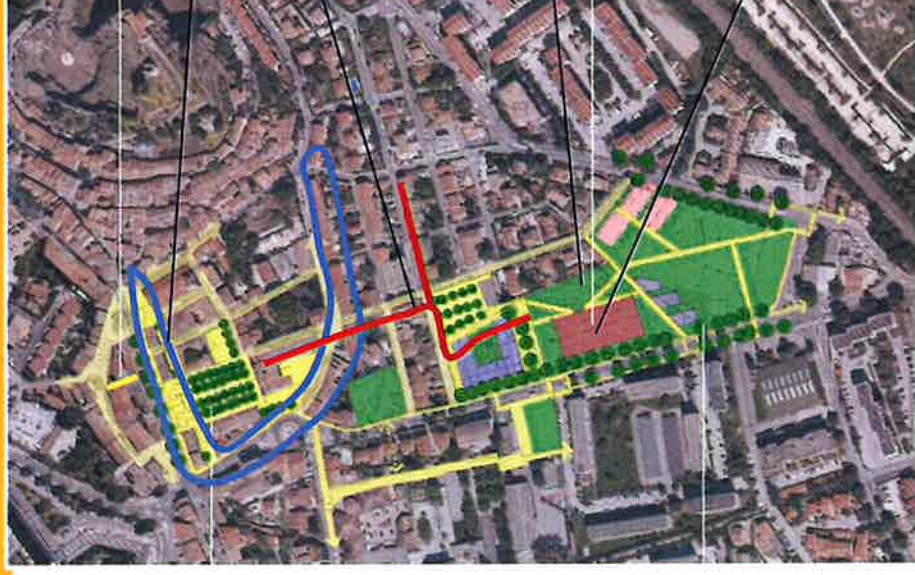
Actions proposées:

Stationnement de courte durée sur des axes stratégiques

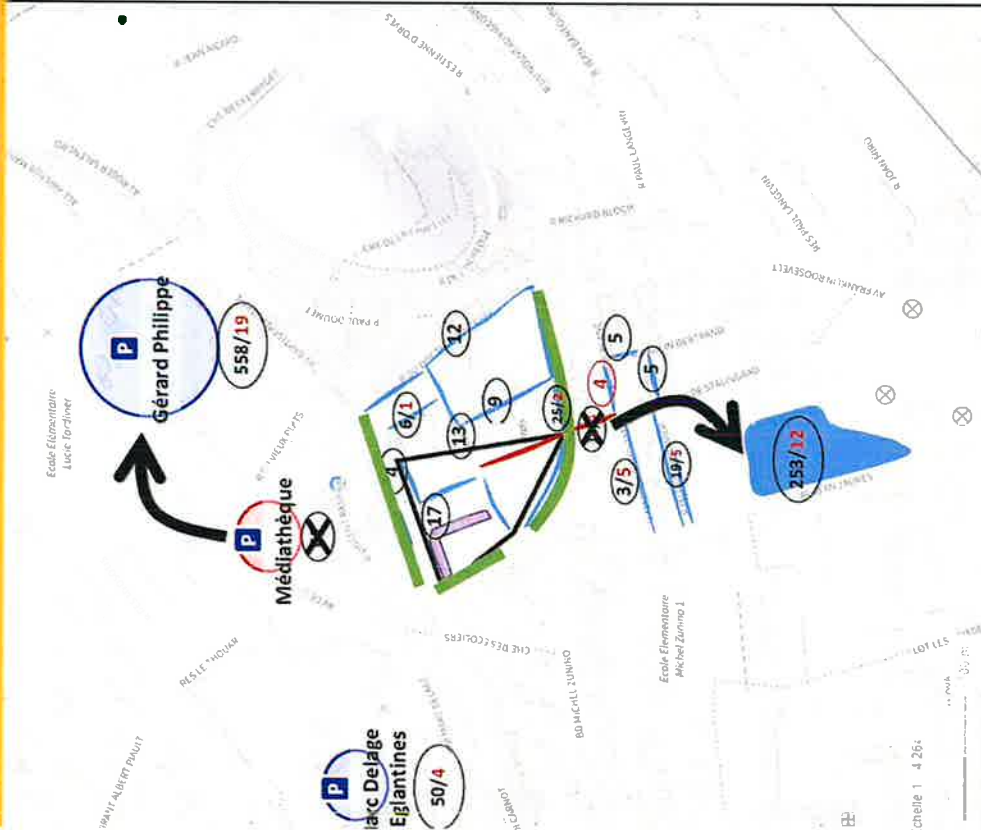
Nouveaux itinéraires pour les modes doux

Favoriser les cheminements piétons

Maintenir en nombre et en gratuité l'offre en stationnement



Apaiser les circulations sans encombrer les espaces périphériques & Retravailler l'offre en stationnement



Plan de circulation

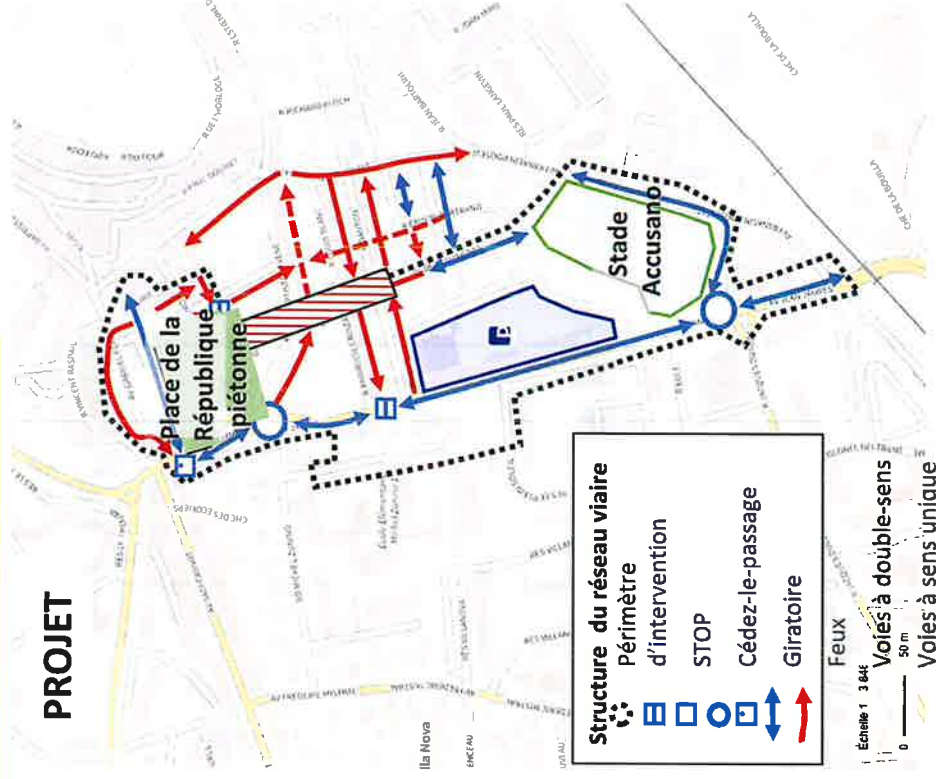
Requalification de l'Avenue Stalingrad en voie pour modes doux donc :

changement du sens de circulation sur la Rue Paulin Bertrand, pour assurer deux boucles de circulation

Sécurisation des carrefours sur Stalingrad

Stationnement

- Les suppressions de stationnement prévues sont compensées par la capacité du parking Gérard Philippe et du parking aménagé sur Accusano.
- Proposer des places de stationnement minute sur Jean-Baptiste Lavène, Max Dormoy ou Gabriel Péri



Apaiser les circulations sans encombrer les espaces périphériques & Retravailler l'offre en stationnement

Itinéraires modes doux

Point spécifique sur les zones de rencontre : elles sont idéales pour les espaces publics où l'on souhaite favoriser les activités urbaines et les déplacements à pied sans exclure le trafic motorisé.

Points clé :

Aménager pour que les usagers perçoivent bien la zone, où les piétons ont la priorité absolue. Les points d'entrée et de sortie de la zone doivent clairement être aménagés (exemple ci-contre : trottoir traversant)

La section courante doit être travaillée pour limiter l'image d'une rue où les voitures auraient plus d'espaces (exemple ci-contre : marquage dit « d'animation » au sol, qui casse les codes routiers)



Avant



Après

DES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Axes qui s'articulent à la stratégie urbaine d'ensemble :

- Renforcer la destination centre-ville avec une nouvelle offre de restauration
- Lier Raspail et République pour un nouveau parcours marchand
- Un marché dynamisé avec la place de la République requalifiée
- Programmer un nouveau pôle services sur le secteur Accusano
- Intégrer la possibilité d'implanter des activités économiques innovantes et des entreprises à impact dans le cadre du projet de reconversion du stade Accusano



Moyens;

- * Maîtrise foncière de locaux stratégiques en cœur de ville et déplacement des activités de services sur le secteur Accusano
- * AMO & Etudes commerces & développement économique
- * Lancement d'un AMI pour trouver des porteurs de projets pertinents
- * AMO pour faciliter le transfert du marché pendant les travaux de la place de la République

DES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Périmoine
Agriculture urbaine
Continuité écologique
Désimperméabiliser
Espaces verts
Nature en ville
Liaisons vertes
Signalétique
Circulations apaisées
Fraîcheur
Végétaliser
Confort

DD.3 Ombrières
photovoltaïques

DD.2 Activation du
secteur Accusano



DD.1 Apaisement et
végétalisation

DD.4 Concertation

ZOOM SUR LES PROJETS STRATEGIQUES

LA REDYNAMISATION ET LA RECONVERSION DU SECTEUR ACCUSANO

La reconversion du secteur Accusano est un véritable enjeu pour la redynamisation du centre-ville. Il s'agit d'être ambitieux et créatif.

Actuellement, ce secteur est composé d'un parking d'environ 250 places, stationnement utilisé pour l'accès aux commerces et activités du Cœur de Ville mais aussi aux écoles avoisinantes, maternelles et primaires Zunino ainsi que la halte-garderie les Gardinoux et prochainement le Multi Accueil Les Lucioles, soit près de 400 enfants.

Cette offre de stationnement doit être maintenue en nombre et en gratuité, et les circulations piétonnes sécurisées.

Le stade Accusano, situé en entrée de ville est actuellement particulièrement inesthétique et obsolète. Ses tribunes et ses filets cachent la vue sur Le Rocher. A l'exception de ses tribunes, il est situé en zone inondable (zone rouge au PPRI). L'aménagement d'ensemble de ces deux secteurs doit constituer un message fort de modernité et permettre, de par les activités proposées, de dynamiser le Cœur de Ville. Il s'agit de permettre aux urbanistes d'exprimer leur créativité pour trouver une fonction et un aménagement adapté à ce site.

Il est attendu un traitement architectural et paysager particulièrement ambitieux intégrant la nature en ville tel que la municipalité l'a souhaité dans son AOP « Nature en ville ».

Les activités proposées doivent être complémentaires de celles du Cœur de Ville sans concurrencer les commerces existants. Le projet prévoit également l'aménagement du secteur compris entre les allées des droits de l'enfant et l'avenue Jean Jaurès (passage traversant, jardin, etc...), la conservation du jardin Allende, la reconstruction du bâtiment actuel du PRE ainsi que la requalification du cheminement piéton vers le quartier Romain Rolland.

Enfin, une liaison piétonne du parking Accusano à la Place de La République via les rues Stalingrad et Léo Lagrange est à l'étude.



Images de références / Exemple

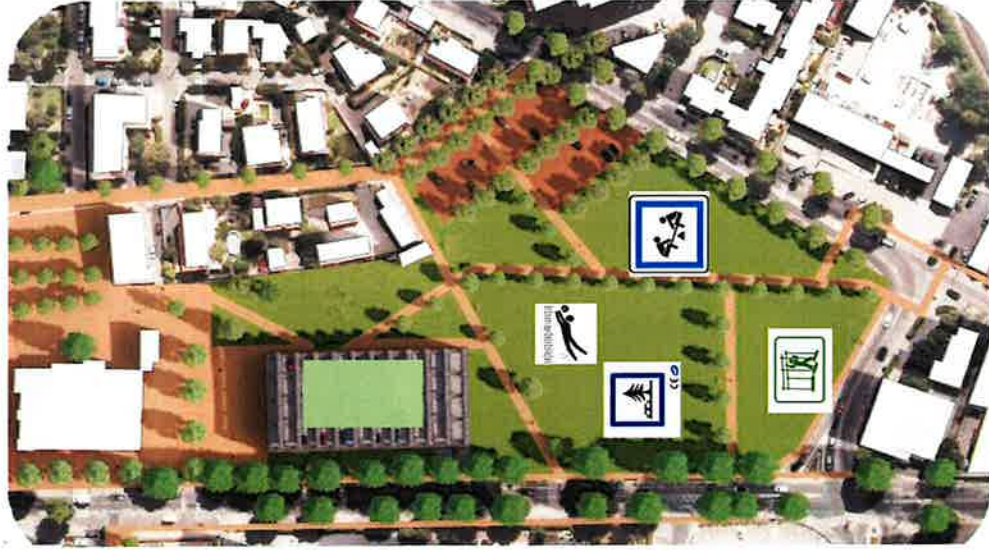


OBJECTIFS

- Offre de stationnement gratuite, efficace et compacte
- Déplacer les services et activités du cœur de ville (pour permettre une réappropriation par des commerces dynamisants en cœur de ville et un meilleur usages pour les services) .

PROGRAMME PREVISIONNEL

Parking gratuit en Silo d'environ 250 places
Offre en RDC et terrasse de toit de environ 600 m² locaux de services et d'activités



Images de références / Exemple



OBJECTIFS

- Animer le Cœur de Ville / Renforcer son attractivité
- Implanter la nature en ville

PROGRAMME

Offrir un parc aménagé , frais , convivial et très esthétique composé d'essences méditerranéennes (ex: activité physiques, jeux, etc...)

POINTS D'ATTENTION

Approche hydraulique à confirmer avec les services
Programmation à affiner dans le cadre d'une concertation spécifique



Images de références / Exemple

OBJECTIFS

- Renforcer et améliorer le confort des mobilités douces au quotidien
- Augmenter et sécuriser la place de l'enfant dans la ville
- Développer et renforcer la stratégie des cours oasis à l'échelle de l'espace publics.

PROGRAMME

- Désimperméabilisation des sols, poches de plantations.
- Mobilier urbain ludique,
- appropriation pédagogique par les écoles: peintures sol, Actions de plantations par les élèves.

DEMOLITION – RECONSTRUCTION DU PRE



Etat actuel

Images de références / Exemple



OBJECTIFS

Dans le cadre du Programme de Réussite Educative,
Accueillir les familles dans de meilleures conditions.
Lutter contre les « passoires thermiques »

PROGRAMME

Démolition – reconstruction sur site

Proposer à cette structure de soutien à la parentalité située dans un bâtiment de fin 60' d'environ 155 m² d'être accueillie dans de meilleures conditions et d'être agrandie (minimum 1 bureau , 1 salle d'activité et 1 hall d'accueil) + réadaptations nécessaires (aménagement jardin pour activités psychomotrices, ...)

CHEMINEMENTS MODES DOUX POUR DESENCLAVER Romain Rolland

Etat actuel



OBJECTIFS

Améliorer et sécuriser les cheminements piétons existants

Désenclaver le quartier Romain Rolland

PROGRAMME

Améliorer le cheminement, disposer de nouveaux équipements (lumières au sol, lampadaires, décorations, etc...), refaire les chaussées, Améliorer la signalétique et la convivialité des cheminements existants



Images de références / Exemple



A REQUALIFICATION DE LA PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

La Place de La République est le véritable Cœur de Ville qui centralise la vie sociale.

Cette place centrale est actuellement multifonctions. Elle reçoit différentes activités qui ont parfois des difficultés à se côtoyer : marchés, grandes manifestations populaires, etc...) mais qui constituent la dynamique du cœur de ville.

Tout en maintenant les animations sociales et culturelles qu'elle accueille d'ores et déjà, elle doit être sécurisée, requalifiée, ouverte, modernisée, rendue agréable, vivante, fonctionnelle et ombragée.

Il est possible d'envisager une piétonisation, la condition est que les réaménagements permettent toujours aux usagers, notamment à ceux ayant des difficultés à se déplacer, de pouvoir accéder extrêmement facilement, et de se garer à proximité très immédiate.

De plus, la Place doit être visible par les automobilistes qui traversent le centre-ville et bien sûr accueillante pour leur donner envie de s'y rendre. Les arrêts minutes sont à privilégier pour les achats de proximité (journal, pain, ...) qui animent le site et permettent à l'acheteur de découvrir les nouvelles activités implantées sur la Place.

La construction d'un parking sous-terrain est une piste de travail qui nécessite des études poussées, le recueil de l'avis de la population, et une validation spécifique.

La Place des Libertés, la place Simone Veil et les rues avoisinantes (Rue Gambetta, Av Peri, ...) sont intégrées à ce traitement pour assurer une harmonie et une meilleure fonctionnalité urbaine.



Images de références / Exemple



OBJECTIFS

- Signer la requalification ambitieuse
 - du cœur de ville
- Décupler l'Attractivité commerciale

PROGRAMME

Replantation, installation matériaux qualitatifs, mobilier urbain s'inscrivant dans le temps.

Sous réserve d'études poussées, de l'avis de la population et d'une validation spécifique : construction d'un parking sous-terrain

VOLET Urbain

CALENDRIER PROPOSE

1 – TRANCHE 1

- Réalisation du parking gratuit en silo Accusano
- Réalisation du parc urbain Accusano (sur la partie stade)
- Actions en matière de circulations et de stationnements + parcours piétons (rue des enfants et passage vers Romain Rolland uniquement)
- Requalification globale des espaces publics (aménagement des rues, des liaisons piétonnes végétalisées)
- Démolition – Reconstruction du PRE
- Actions en matière de développement économique
- Etudes relatives à la requalification de la Place de La République, études spécifiques permettant d'analyser la possibilité et l'impact de la réalisation d'un parking sous terrain et concertation avec la population

2 – TRANCHE 2

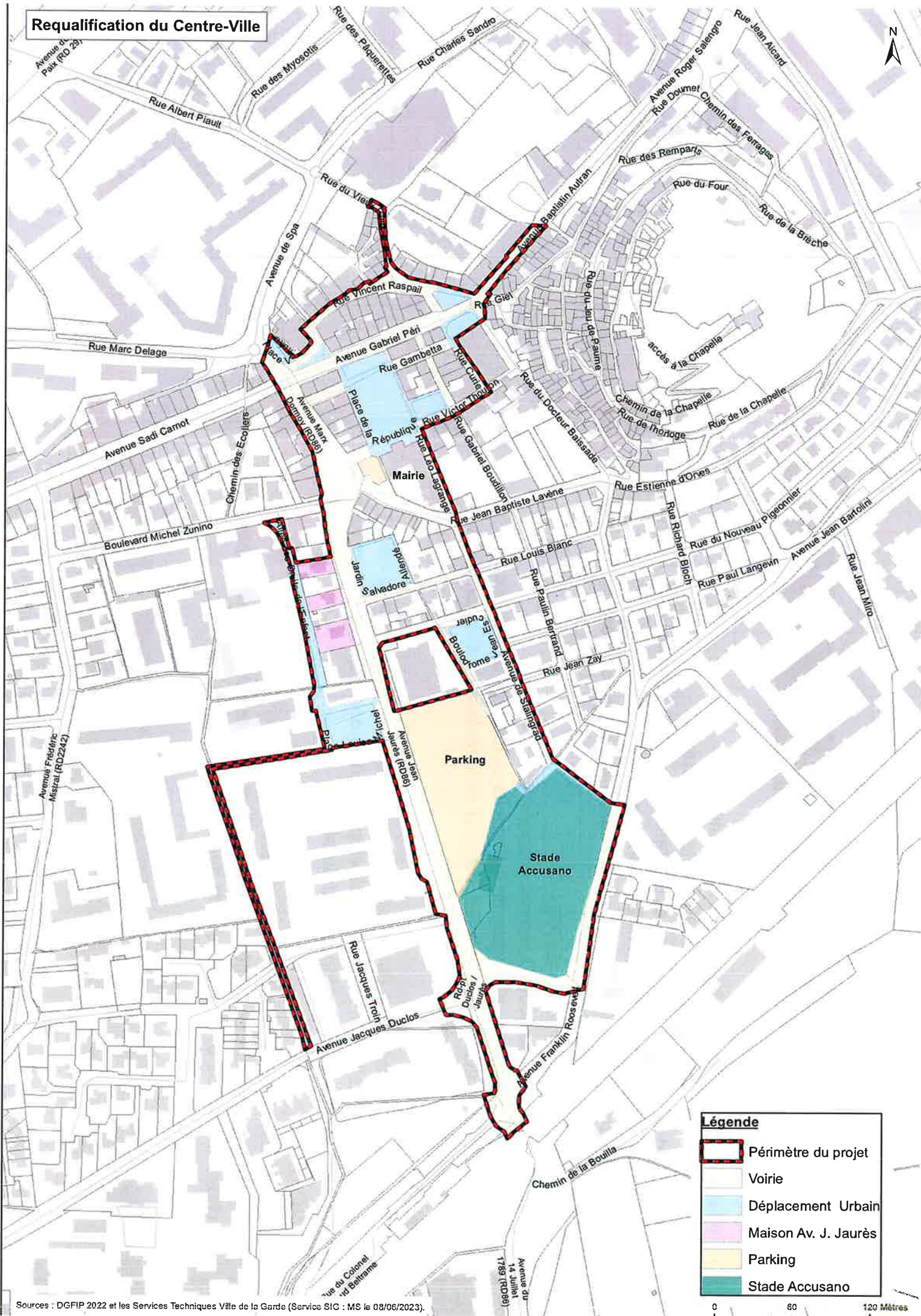
- Poursuite de la Réalisation du parc urbain Accusano (sur le parking de la Poste)
- Poursuite des actions en matière de développement économique, des animations et actions en matière de développement durable

3 – TRANCHE 3

- Requalification de la Place de La République
- Poursuite des actions en matière de développement économique, des animations et actions en matière de développement durable



Requalification du Centre-Ville



PLANNING Previsionnel de REALISATIONS						
2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029

Construction Parking Silo Accusano: part PK

2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029

Construction Parking Silo Accusano: part devt eco

2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029

Aménagement Parc Urbain Accusano:

2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029

Aménagement rue des enfants :

2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029

Aménagement autres rues et places:

2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029

Demolition reconstruction PRE Accueil des familles

2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029

Parcours liaison vers Romain Rolland

2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029

Construction Parking Sous terrain République: (-2 N / 92 places)

2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029

Aménagement surface République:

2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029

OPERATIONS D'ACCOMPAGNEMENT:

	2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029
Etudes commerces devpt eco:							
Marché temporaire:							
AMO Commerce République:							
Concertation:							
OPCU							
AMO Dévpt Durable							

MATRISE FONCIERE:

	2023 (6 mois)	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029
Maitrise locaux stratégiques (avec revente):							

